



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014

**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
TABLE DES MATIÈRES**

Mesures non conformes aux IFRS	3
Déclarations prospectives.....	4
Aperçu général.....	4
Acquisition de APPH	5
Contrat portant sur les appareils Boeing B-777 et B-777X.....	5
Résultats d'exploitation	5
Opérations sur devises.....	5
Ventes consolidées.....	6
<i>Répartition géographique des ventes.....</i>	<i>7</i>
Marge brute	7
Frais de vente et d'administration	8
Résultat opérationnel	8
Frais financiers.....	8
Frais de restructuration	8
Charge d'impôt sur le résultat	9
Résultat net	9
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global.....	9
Situation de trésorerie et sources de financement.....	10
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie.....</i>	<i>10</i>
<i>Activités d'exploitation.....</i>	<i>10</i>
<i>Activités d'investissement.....</i>	<i>11</i>
<i>Activités de financement.....</i>	<i>12</i>
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions	13
Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») et régime d'unités d'actions différées (« UAD »).....	13
Bilans consolidés.....	14
Aide gouvernementale	15
Engagements, instruments dérivés, postes hors bilan et éventualités	16
Modifications de méthodes comptables.....	17
Contrôles et procédures internes.....	17
Risques et incertitudes	17
Données financières trimestrielles choisies	18
Perspectives	19
Renseignements supplémentaires et information continue	20

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2014 et le 30 juin 2014. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie du premier trimestre clos le 30 juin 2014 à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les trimestres clos les 30 juin 2014 et 2013, de même qu'avec les états financiers consolidés et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2014. Ces documents sont disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur nos états financiers intermédiaires résumés non audités établis conformément à l'IAS 34, Information financière intermédiaire, et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le BAIIA, le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté pour évaluer sa performance financière qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction de la Société et les investisseurs estiment toutefois que ces mesures leur procurent une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté de la Société sont calculés comme suit :

(en milliers \$)	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 juin</u>	
	2014	2013
Résultat net	3 500	2 814
Charge d'impôt sur le résultat	688	974
Frais financiers	1 704	723
Charge d'amortissement	4 117	3 236
BAIIA	10 009	7 747
Frais de restructuration	351	—
BAIIA ajusté	10 360	7 747

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2014, l'augmentation de 2,6 millions de dollars du BAIIA ajusté par rapport au précédent exercice reflète essentiellement les résultats de APPH (acquise le 3 février 2014), en partie contrebalancés par une hausse des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué dans les rubriques qui suivent.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

(000 \$, sauf les données par action)	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 juin</u>	
	2014	2013
Résultat net	3 500	2 814
Frais de restructuration, après impôts de 95 \$	256	—
Résultat net ajusté	3 756	2 814
Bénéfice par action – de base et dilué	0,11	0,09
Frais de restructuration, après impôts	0,01	—
Bénéfice par action ajusté – de base et dilué	0,12	0,09

Se reporter aux rubriques qui suivent pour obtenir des explications sur les variations du résultat net et du bénéfice par action, de base et dilué, durant le premier trimestre clos le 30 juin 2014, par rapport au précédent exercice.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des activités à venir, certaines déclarations de la présente analyse (y compris celles présentées à la rubrique intitulée « Perspectives ») constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, le développement, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation).

Le 3 février 2014, la Société a acquis la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita, Inc., basée aux États-Unis (ensemble, « APPH »), des filiales de la société BBA Aviation Plc. APPH est un fournisseur intégré de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux fabricants d'équipement d'origine (« OEM ») et au marché des pièces de rechange. Les principales activités de APPH Limited sont basées à Runcorn et Nottingham, au Royaume-Uni et celles de APPH Wichita, Inc. à Wichita, au Kansas. Suite à l'acquisition, la Société couvre désormais les marchés nord-américain et européen, en plus d'avoir accru et diversifié sa clientèle.

Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires aux États-Unis et en Europe, à la suite de l'acquisition de APPH. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio, à Wichita, au Kansas, ainsi qu'à Bolton, Runcorn et Nottingham au Royaume-Uni. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions, et de l'usine de Bolton (« Bolton ») qui fabrique des filtres à fluides destinés aux moteurs d'aéronefs.

Acquisition de APPH

Le 3 février 2014, la Société a signé une entente visant l'acquisition de la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita Inc. basée aux États-Unis (collectivement, « APPH »), auprès de BBA Aviation Plc (LSE : BBA), pour une contrepartie de 124,2 millions de dollars US (138,7 millions de dollars), déduction faite de la trésorerie acquise de 3,8 millions de dollars US (4,3 millions de dollars). L'opération a été financée au moyen des liquidités disponibles de la Société pour un montant de 54,9 millions de dollars US (61,3 millions de dollars) et de sa facilité de crédit existante pour un montant de 69,3 millions de dollars US (77,4 millions de dollars).

APPH est un fournisseur intégré de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux OEM et au marché des pièces de rechange. APPH se spécialise dans la conception, l'ingénierie, la fabrication et le soutien après-vente de trains d'atterrissage et de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux aéronefs civils et militaires à voilure fixe et tournante. Héroux-Devtek a fait l'acquisition de quatre usines situées au Royaume-Uni et d'une autre à Wichita, au Kansas. Ces usines comptent au total environ 400 employés, dont 40 professionnels œuvrant au sein du service d'ingénierie de conception. Les principaux programmes de conception auxquels participe APPH comprennent notamment les systèmes de trains d'atterrissage des appareils Hawk, SAAB 340, SAAB 2000, SAAB Gripen, AW101, C27J Spartan et EC175.

L'acquisition de APPH élargit la présence géographique de la Société sur le marché européen, procure à la Société du contenu important dans le cadre de plusieurs programmes d'envergure, accroît et diversifie davantage la clientèle de la Société et augmente son exposition à l'attrayant marché des pièces de rechange. Du fait qu'elle tire la majeure partie de ses revenus de programmes en vertu desquels elle est titulaire des droits sur les dessins dans le cadre de mandats valides pour la durée de vie utile des appareils, APPH procurera aussi à Héroux-Devtek une proportion accrue de programmes de produits propriétaires par rapport aux activités de fabrication sur devis.

Dans la présente analyse, la direction explique les résultats consolidés pour le trimestre clos le 30 juin 2014 qui englobent ceux de APPH. Pour tous les points importants expliqués, la direction fait ressortir l'incidence de l'acquisition sur les résultats de l'exercice en cours afin d'aider le lecteur à comprendre l'évolution des résultats d'un exercice à l'autre, abstraction faite de l'acquisition.

Contrat portant sur les appareils Boeing B-777 et B-777X

En décembre 2013, HDI Landing Gear USA Inc., une filiale en propriété exclusive de Héroux-Devtek, a signé un contrat à long terme avec la société The Boeing Company (« Boeing ») pour la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage destinés aux programmes des appareils Boeing B-777 et B-777X. Ce contrat est le plus important jamais accordé aux activités de trains d'atterrissage de la Société.

En vertu du contrat à long terme, HDI Landing Gear USA Inc. fournira des systèmes complets de trains d'atterrissage, y compris les trains d'atterrissage principaux et avant, ainsi que la contrefiche longitudinale du train avant. Le contrat englobe aussi la fabrication de pièces de rechange qui seront vendues par Boeing sur le marché secondaire. Aux termes du contrat pluriannuel, les livraisons commenceront au début de l'année civile 2017 avec une option de prolongation du contrat jusqu'en 2028.

Afin de mener à bien cet important contrat à long terme, la Société a mis en place un plan d'investissement d'environ 90 millions de dollars, échelonné pour l'essentiel sur les exercices financiers de la Société qui prendront fin les 31 mars 2015 et 2016, en lien direct avec ce contrat. Les investissements comprendront l'expansion du réseau d'installations existant et l'acquisition de machinerie et d'équipement de pointe pour la fabrication de composants et l'assemblage de systèmes. Les investissements s'ajouteront aux dépenses en immobilisations prévues pour maintenir les installations et équipements existants qui sont actuellement évaluées à environ 30 millions de dollars au cours de cette période de deux ans (voir plus bas).

Le plan d'investissement sera financé pour l'essentiel au moyen des liquidités disponibles de la Société et de sa facilité de crédit existante, de même que par le biais de nouveaux contrats de location-financement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des charges et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US et en livres sterling (« GBP »). Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen du trimestre. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont

classés comme couvertures de flux de trésorerie conformément aux méthodes comptables de la Société. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger.

Les taux de change moyens pour les trimestres clos les 30 juin 2014 et 2013, ainsi que les taux de clôture au 30 juin 2014 et au 31 mars 2014 s'établissent comme suit :

\$ Canadien / équivalent 1 \$ US	30 juin 2014	30 juin 2013
Taux moyen pour les trimestres clos les	1,0905	1,0233
\$ Canadien / équivalent 1 \$ US	30 juin 2014	31 mars 2014
Taux de clôture	1,0670	1,1055
\$ Canadien / équivalent 1 GBP	30 juin 2014	30 juin 2013
Taux moyen pour les trimestres clos les	1,8355	—
\$ Canadien / équivalent 1 GBP	30 juin 2014	31 mars 2014
Taux de clôture	1,8261	1,8430

Comme il est indiqué ci-dessus, pour le trimestre clos le 30 juin 2014, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué de 6,6 % d'un exercice à l'autre, et cette baisse a eu un impact positif sur les ventes et les résultats libellés en dollars US de la Société, y compris ceux des activités canadiennes, mais excluant les fluctuations des contrats de change à terme. La variation des taux de clôture présentés ci-dessus (« taux de change ») depuis le 31 mars 2014 a eu une incidence négative sur les postes du bilan libellés en devises étrangères de la Société à la clôture de ce trimestre, par rapport aux soldes à la clôture du précédent exercice. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 30 juin 2014, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 117,9 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0644. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates entre les mois de juillet 2014 et mars 2017, mais principalement au cours du présent exercice financier et du prochain exercice financier.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées ont progressé de 23,4 millions de dollars, soit 37,2 %, au premier trimestre clos le 30 juin 2014 pour s'établir à 86,4 millions de dollars, comparativement à 63,0 millions de dollars lors du précédent exercice. Si l'on exclut les ventes de 24,2 millions de dollars générées par l'acquisition de APPH, les ventes consolidées se sont chiffrées à 62,2 millions de dollars, soit un niveau légèrement inférieur à l'an dernier. Ce recul est attribuable à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire, en partie contrebalancée par un accroissement des ventes de 4,9 millions de dollars, ou 17,2 % dans le secteur commercial, résultant principalement d'une augmentation des ventes liées à certains programmes de gros porteurs commerciaux et de la mise en production du nouveau programme des appareils Legacy 450/500 d'Embraer. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 2,0 millions de dollars, ou 3,2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin			
	2014	2013	Variation	
	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	%
Commercial	43 329	28 240	15 089	53,4
Militaire ⁽¹⁾	43 079	34 732	8 347	24,0
Total	86 408	62 972	23 436	37,2

(1): Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et des gouvernements.

Les ventes commerciales ont progressé de 15,1 millions de dollars, soit 53,4 % au cours du trimestre, pour atteindre 43,3 millions de dollars, comparativement à 28,2 millions de dollars lors du précédent exercice. Si l'on exclut celles générées par les activités de APPH, les ventes commerciales ont augmenté de 4,9 millions de dollars, ou 17,2 %, pour s'établir à 33,1 millions de dollars. Cette hausse est attribuable à l'accroissement des cadences de production de certains programmes de gros porteurs commerciaux, essentiellement ceux des B-777, B-787 et A-320, ainsi qu'à une augmentation des ventes de jets d'affaires principalement liée à la mise en production du nouveau programme des appareils Legacy 450/500 d'Embraer.

Les ventes de produits militaires ont enregistré une hausse de 8,3 millions de dollars, soit 24,0 %, au cours du trimestre, pour s'élever à 43,1 millions de dollars, comparativement à 34,7 millions de dollars un an auparavant. Si l'on exclut celles générées par les activités d'APPH, les ventes de produits militaires ont fléchi de 5,6 millions de dollars, ou 16,2 %, pour s'établir à 29,1 millions de dollars. Le recul des ventes est attribuable à un ralentissement des activités de réparation et d'entretien réalisées pour le gouvernement américain et d'une baisse des besoins de ce dernier pour des pièces de rechange principalement dans le cadre du programme du C-5. Ce recul a été en partie compensé par un accroissement du volume des ventes réalisées auprès de Boeing en lien avec le programme de l'hélicoptère CH-47. La baisse des ventes de produits militaires résulte également d'un recul des ventes de boîtiers électroniques et de caissons réalisées par l'usine Magtron attribuable à une diminution de la demande des clients. La baisse des ventes de produits militaires traduit la faiblesse du marché militaire aux États-Unis, comme en témoigne la diminution du financement de base du budget de la Défense américaine ces dernières années.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	Trimestres clos	
	les 30 juin	
	2014	2013
	(%)	(%)
Canada	25	33
États-Unis	49	63
Royaume-Uni	13	—
Autres pays	13	4
Total	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes d'un exercice à l'autre est principalement attribuable à l'impact de l'accroissement des ventes réalisées au Royaume-Uni et dans d'autres pays, essentiellement d'autres clients européens, par suite de l'acquisition de APPH, jumelé à un recul des ventes de produits militaires sur le marché secondaire aux États-Unis.

Marge brute

La marge brute consolidée s'est établie à 14,2 millions de dollars pour le trimestre, soit 16,4 % des ventes, en hausse de 5,0 millions de dollars, ou 1,9 %, par rapport à 9,2 millions de dollars, ou 14,5 % des ventes l'an dernier. L'augmentation, tant en dollars qu'en pourcentage des ventes, est attribuable à l'acquisition de APPH, en raison notamment de sa composition des ventes plus avantageuse durant le trimestre. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, la marge brute, exprimée en pourcentage des ventes, est demeurée relativement stable à 14,6 % pour le trimestre, en dépit d'une incidence défavorable de 0,4 % des fluctuations des devises. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Si l'on exclut l'acquisition de APPH, la marge brute consolidée a été touchée durant le trimestre par une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication essentiellement à l'usine de Longueuil, résultant d'un ralentissement des activités de réparation et d'entretien, comme il est expliqué précédemment. Cet impact négatif sur la marge brute a été contrebalancé par une amélioration de l'efficacité ainsi que par une diminution des coûts non récurrents engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de trains d'atterrissage, par rapport à l'exercice précédent.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2014	2013
Frais de vente et d'administration (en milliers \$)	7 938	4 641
% des ventes	9,2 %	7,4 %

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 7,9 millions de dollars, soit 9,2 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 juin 2014, en hausse de 3,3 millions de dollars, ou 1,8 % des ventes, par rapport à ceux de 4,6 millions de dollars, ou 7,4 % des ventes, engagés un an plus tôt. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, les frais de vente et d'administration se sont établis à 5,6 millions de dollars, soit 9,0 % des ventes. La hausse est essentiellement attribuable à une perte de change de 0,4 million de dollars, subie cette année, découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises, alors qu'un gain de 0,5 million de dollars avait été réalisé lors du précédent exercice.

Résultat opérationnel

Grâce à l'apport des activités de APPH, le résultat opérationnel consolidé s'est chiffré à 6,2 millions de dollars, soit 7,2 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 juin 2014, comparativement à 4,5 millions de dollars, ou 7,2 % des ventes, lors du précédent exercice. Si l'on exclut l'acquisition de APPH, le résultat opérationnel de la Société s'est élevé à 3,5 millions de dollars, soit 5,6 % des ventes, pour le trimestre, reflétant notamment l'augmentation des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 1,7 million de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2014, alors qu'ils avaient totalisé 0,7 million de dollars lors du précédent exercice. L'augmentation des frais financiers d'un exercice à l'autre s'explique principalement par une hausse des frais d'intérêt de 0,7 million de dollars attribuable à l'augmentation du montant prélevé sur la facilité de crédit de la Société, jumelée à une diminution des intérêts créditeurs résultant d'une baisse du niveau de trésorerie et équivalents de trésorerie découlant dans les deux cas de l'acquisition de APPH au quatrième trimestre de l'exercice précédent. De plus, lors du précédent exercice, les frais financiers comprenaient un ajustement favorable du taux d'actualisation de 0,3 million de dollars relativement à des obligations liées à la mise hors service d'actifs, comparativement à un gain négligeable au premier trimestre du présent exercice.

Frais de restructuration

Le 16 janvier 2014, en raison de la baisse substantielle de la demande sur le marché secondaire des produits militaires par le gouvernement américain, la Société a annoncé un plan d'optimisation et de consolidation de sa capacité de production, tout en améliorant davantage la productivité dans l'ensemble de l'entreprise. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la stratégie opérationnelle de la Société axée sur des centres d'excellence spécialisés.

Ces frais de restructuration devraient entraîner la comptabilisation d'une charge totale d'environ 5,0 millions de dollars avant impôt sur le résultat, dont une tranche de 1,8 million de dollars a été constatée au quatrième trimestre du précédent exercice. Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 0,4 million de dollars (aucun en 2013) qui comprennent des prestations de cessation d'emploi de 0,2 million de dollars et d'autres coûts connexes de 0,2 million de dollars. La tranche restante des frais de restructuration de 2,8 millions de dollars devrait être engagée durant le reste de l'exercice en cours. La tranche restante des frais de restructuration au 30 juin 2014 est présentée dans les provisions à court terme pour un montant de 0,5 million de dollars (0,9 million de dollars au 31 mars 2014) et dans les autres passifs pour un montant de 0,5 million de dollars (0,3 million de dollars au 31 mars 2014) aux bilans consolidés de la Société.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour les trimestres clos les 30 juin 2014 et 2013, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée respectivement à 0,7 million de dollars et 1,0 million de dollars.

Le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société pour le trimestre s'est établi à 16,4 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,7 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (0,3 million de dollars) et l'impact positif du taux d'imposition moins élevé auquel les résultats des filiales étrangères de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars).

Lors de l'exercice précédent, le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société s'était établi à 25,7 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,7 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif sur le résultat reflétait l'incidence favorable de différences permanentes (0,1 million de dollars) en partie contrebalancée par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars).

Résultat net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, la Société a enregistré un résultat net de 3,5 millions de dollars, soit 4,1 % des ventes (3,8 millions de dollars, ou 4,3 % des ventes, si l'on exclut les frais de restructuration de 0,3 million de dollars, après impôts), comparativement à un résultat net de 2,8 millions de dollars, ou 4,5 % des ventes, lors de la même période l'an dernier.

	Trimestres clos les 30 juin	
	2014	2013
Résultat net (en milliers \$) ⁽¹⁾	3 500	2 814
Bénéfice par action – de base (\$)	0,11	0,09
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,11	0,09

⁽¹⁾ Déduction faite des frais de restructuration de 0,3 million de dollars, après impôts.

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 31 811 771 pour le premier trimestre clos le 30 juin 2014 et de 31 517 146 actions ordinaires pour la même période l'an dernier, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 31 946 923, pour le trimestre et de 31 668 642 l'an dernier. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du 30 juin 2013 au 30 juin 2014 est essentiellement attribuable à l'émission d'actions dans le cadre de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants le 26 juin 2014 (voir plus bas) ainsi qu'à l'émission d'actions aux termes du régime d'options sur actions de la Société au cours du quatrième trimestre du précédent exercice.

Le 6 août, soit au moment de la rédaction de la présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 35 887 357 actions ordinaires et 686 001 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 5,6 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, les autres éléments du résultat global inclus dans le résultat global sont essentiellement attribuables à un gain réalisé sur évaluation des instruments financiers dérivés résultant de l'appréciation du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, et à des gains réalisés sur la couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger. Ils comprennent aussi des gains réalisés sur la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société du fait de la réalisation d'un rendement plus élevé que prévu sur les actifs des régimes, en partie contrebalancés par une diminution du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies. Ces variations positives sur le résultat global ont été en partie contrebalancées par une perte subie lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, résultant de l'appréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain et à la livre sterling.

Situation de trésorerie et sources de financement

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. Au 30 juin 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 43,5 millions de dollars, comparativement à 47,3 millions de dollars au 31 mars 2014, et étaient détenus dans des comptes de placement auprès de cinq banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société.

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit ») consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 200 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, en livres sterling ou en euros, et viendra à échéance en mars 2019. La facilité de crédit comprend également une clause accordéon qui permet de l'augmenter jusqu'à 275 millions de dollars, pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Au 30 juin 2014, la Société avait prélevé un montant de 50,3 millions de dollars sur sa facilité de crédit, comparativement à 100,9 millions de dollars au 31 mars 2014. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats prévus, la direction de la Société ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 30 juin 2014, la Société affichait la situation de dette nette suivante calculée comme suit :

	(en milliers \$)
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	100 568
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 492
Situation de dette nette	57 076

⁽¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés de 1,5 million de dollars.

Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités d'exploitation ainsi que ses activités abandonnées comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2014	2013
	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Flux de trésorerie provenant des activités poursuivies	8 478	7 152
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	(1 423)	(3 645)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités poursuivies	7 055	3 507
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités abandonnées	(482)	(1 641)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	6 573	1 866

L'augmentation de 1,3 million de dollars des flux de trésorerie provenant des activités poursuivies pour le trimestre clos le 30 juin 2014, comparativement à la même période du précédent exercice, s'explique essentiellement par une hausse du résultat net et de la charge d'amortissement, tous deux résultant de l'acquisition de APPH.

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités abandonnées comprennent un versement d'impôt final relatif à l'exercice 2013, tandis qu'ils comprenaient un versement d'impôt sur le résultat de l'exercice 2013 au premier trimestre de l'exercice précédent.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 juin</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Comptes clients	3 738	6 615
Stocks	(242)	(1 528)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres, et autres passifs (ci-après appelés collectivement « comptes fournisseurs »)	(8 547)	(5 541)
Facturations progressives	(211)	(3 397)
Avances de clients	4 987	—
Impôts à payer et à recevoir	381	(558)
Autres, incluant l'incidence des fluctuations du taux de change	(1 529)	764
	(1 423)	(3 645)

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2014, la diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs est attribuable à la baisse du niveau d'activité durant le trimestre, par rapport au quatrième trimestre du précédent exercice, qui est, historiquement, le meilleur trimestre de l'exercice, ainsi qu'à une baisse du taux de change de clôture (\$ US / \$ CA) utilisé aux fins de conversion des soldes libellés en dollars américains. L'augmentation des avances de clients cette année, comparativement à l'exercice précédent, traduit essentiellement des paiements reçus d'un client en lien avec des contrats à long terme.

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2013, la diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs était attribuable à une baisse du volume des ventes au premier trimestre du précédent exercice par rapport au quatrième trimestre de l'exercice antérieur, en partie contrebalancée par l'incidence de la hausse du taux de change de clôture (\$ US / \$ CA) utilisé aux fins de conversion des comptes clients et des comptes fournisseurs libellés en dollars US à la fin de la période. Lors du précédent exercice, l'augmentation des stocks traduisait essentiellement l'accroissement des volumes de production des programmes commerciaux, tandis que la réduction des facturations progressives reflétait principalement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial, de même qu'une diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires. La réduction des impôts à payer et à recevoir pour le trimestre clos le 30 juin 2013 reflétait principalement un paiement d'impôt effectué pour l'exercice 2013.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 juin</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(9 179)	(3 181)
Dépôts – machinerie et équipement	(677)	(467)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(48)	(2 995)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	207	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(9 697)	(6 643)

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Acquisitions brutes d'immobilisations corporelles	8 136	2 581
Aide gouvernementale	(205)	(310)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7 931	2 271
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres et autres passifs	1 248	910
Acquisitions, selon les états des flux de trésorerie	9 179	3 181

Les acquisitions d'immobilisations corporelles du trimestre se sont élevées à 7,9 millions de dollars (2,3 millions de dollars l'an dernier). L'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles est essentiellement liée aux dépenses en immobilisations nécessaires à la réalisation du mandat de fourniture des systèmes complets de trains d'atterrissage pour le programme du B-777. Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2015 s'élèveront à environ 75,0 millions de dollars, dont un montant de 58,0 millions de dollars lié au contrat du Boeing B-777.

Lors du précédent exercice, l'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée reflétait principalement des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des programmes de jets d'affaires.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Augmentation de la dette à long terme	18 620	—
Remboursement de la dette à long terme	(65 832)	(2 561)
Émission d'actions ordinaires	47 956	67
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	744	(2 494)

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2014, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires pour un produit net de 47,9 millions de dollars dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés concomitants (voir plus bas). Durant le trimestre, la Société a également émis des actions ordinaires dans le cadre de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat (le « régime d'achat d'actions »), pour une contrepartie totale en espèces de 0,1 million de dollars (0,1 million de dollars lors du précédent exercice).

Le produit net de 47,9 millions de dollars tiré de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants, ainsi qu'un montant de 16,2 millions de dollars prélevé sur la facilité de crédit de la Société, ont servi à rembourser 59,3 millions de dollars US (63,6 millions de dollars) de dette au titre de sa facilité de crédit. Les remboursements de la dette à long terme effectués cette année et lors du précédent exercice comprennent également le remboursement planifié de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement. Lors du précédent exercice, les remboursements de la dette à long terme comprenaient aussi le remboursement planifié d'un billet.

L'augmentation de la dette à long terme durant le trimestre reflète aussi l'obtention d'un nouveau prêt des autorités gouvernementales de 2,4 millions de dollars visant à soutenir les investissements dans les programmes de développement.

Au 30 juin 2014, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice financier en cours.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 30 juin 2014, la Société comptait 35 881 698 actions ordinaires en circulation (31 620 482 au 31 mars 2014).

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2014, la Société a émis 4 261 216 actions ordinaires comme suit :

- i. Le 26 juin 2014, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires à un prix de 11,75 \$ par action pour un produit brut de 50,0 millions de dollars dans le cadre de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants. Le produit net de 47,9 millions de dollars reçu par la Société, déduction faite des commissions de prise ferme et d'autres frais d'émission de 1,6 million de dollars et 0,5 million de dollars, respectivement, a été utilisé pour rembourser une portion de la facilité de crédit.
- ii. La Société a émis 5 345 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions pour une contrepartie totale en espèces de 56 000 \$.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2013, la Société avait émis 9 336 actions ordinaires, la totalité en vertu de son régime d'achat d'actions pour une contrepartie totale en espèces de 67 000 \$.

Au cours des trimestres clos les 30 juin 2014 et 2013, aucune option sur actions n'a été attribuée, exercée, ni annulée.

Au 30 juin 2014, 686 001 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 5,7 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 9,39 \$ (se reporter à la Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, les charges au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions se sont élevées respectivement à 310 000 \$ et 39 000 \$ (36 000 \$ et 31 000 \$ en 2013) (se reporter à la Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Au 30 juin 2014, 1 674 781 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 235 440 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») et régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de DPVA en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non-salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'UAD qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, les DPVA en circulation émis avant le mois d'août 2010 sont toujours valides.

Au 30 juin 2014 et au 31 mars 2014, de manière cumulative, 17 000 DPVA, devant venir à échéance à diverses dates au cours des exercices 2015 et 2016, étaient encore en cours à une valeur attribuée moyenne pondérée de 1,72 \$. Au cours des trimestres clos les 30 juin 2014 et 2013, aucun DPVA n'a été attribué, exercé, ni annulé.

Au 30 juin 2014 et au 31 mars 2014, de manière cumulative, 64 825 UAD étaient en cours. Au cours des trimestres clos les 30 juin 2014 et 2013, aucune UAD n'a été émise, exercée, ni annulée.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014, le renversement de la charge au titre des DPVA s'est élevé à 4 000 \$ (charge de 21 000 \$ en 2013), tandis que la charge au titre des UAD s'est chiffrée à 21 000 \$ (58 000 \$ en 2013) (se reporter à la Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 30 juin 2014 et le 31 mars 2014 :

Poste	30 juin 2014 (millions \$)	31 mars 2014 (millions \$)	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43,5	47,3	(3,8)	Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés.
Comptes clients	62,3	66,0	(3,7)	Reflète essentiellement le recul des ventes au premier trimestre de l'exercice en cours, par rapport à celles réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent, jumelé à l'application de taux de change moins élevés aux fins de conversion des comptes clients libellés en devises étrangères, comparativement au 31 mars 2014 (impact de 1,3 million de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments d'actifs à court et à long terme)	1,8	0,6	1,2	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. L'augmentation résulte principalement d'un différentiel plus élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et les taux de clôture utilisés aux fins de conversion, aux deux dates du bilan.
Autres actifs à court terme	27,3	26,9	0,4	Reflète principalement l'augmentation des dépôts versés pour de la machinerie et de l'équipement en lien avec le contrat du Boeing B-777.
Immobilisations corporelles, montant net	95,7	92,3	3,4	Reflète principalement les acquisitions (7,9 millions de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale), en partie contrebalancées par une charge d'amortissement (3,6 millions de dollars), l'application d'un taux de change moins élevé aux fins de conversion des immobilisations corporelles des établissements à l'étranger (0,7 million de dollars) ainsi que la cession d'immobilisations corporelles (0,2 million de dollars).
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	58,3	59,1	(0,8)	Reflète essentiellement la charge d'amortissement (0,5 million de dollars) ainsi que l'application d'un taux de change moins élevé aux fins de conversion des actifs incorporels des établissements à l'étranger (0,3 million de dollars).
Comptes fournisseurs et charges à payer	50,4	57,6	(7,2)	Reflète principalement le recul des ventes au premier trimestre de l'exercice en cours, par rapport à celles réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent, jumelé à l'application de taux de change moins élevés aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en devises, par rapport au 31 mars 2014 (impact de 0,7 million de dollars).
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	2,0	3,8	(1,8)	Reflète principalement une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles non encore payées (impact de 1,3 million de dollars), comparativement au 31 mars 2014.
Avances de clients	14,4	9,4	5,0	Reflète des paiements reçus d'un client en lien avec des contrats à long terme.
Instruments financiers dérivés (éléments de passifs à court et à long terme)	3,2	7,3	(4,1)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement attribuable à un différentiel moins élevé entre les taux de conversion de clôture utilisés et les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme, aux deux dates des bilans.

Poste	30 juin 2014 (millions \$)	31 mars 2014 (millions \$)	Variation (millions \$)	Note explicative
Dettes à long terme (y compris la tranche à court terme)	99,1	148,9	(49,8)	Reflète les remboursements planifiés de la dette à long terme (2,3 millions de dollars) ainsi que le remboursement de 59,3 millions de dollars US (63,6 millions de dollars) en vertu de la facilité de crédit, jumelés à l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA moins élevé aux fins de conversion de la dette à long terme libellée en dollars US (3,2 millions de dollars). La baisse a été en partie contrebalancée par un prélèvement effectué sur la facilité de crédit (16,2 millions de dollars), de nouveaux prêts obtenus cette année en soutien aux investissements dans les programmes de développement (2,4 millions de dollars), la désactualisation au titre des intérêts sur le montant plus élevé des prêts des autorités gouvernementales (0,6 million de dollars) ainsi que l'amortissement des frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,1 million de dollars).
Autres passifs	9,0	10,0	(1,0)	Baisse résultant principalement des gains sur réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société (0,5 million de dollars), jumelés à des paiements planifiés effectués au cours du trimestre.
Capital émis	74,7	26,2	48,5	Augmentation principalement attribuable au produit net (47,9 millions de dollars) tiré de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants, jumelée à des impôts différés favorables (0,6 million de dollars) comptabilisés en lien avec les frais d'émission.
Surplus d'apport	1,6	1,3	0,3	Augmentation attribuable à la charge au titre du régime d'options sur actions (0,3 million de dollars) pour le trimestre et sa contrepartie comptabilisée au surplus d'apport.
Résultats non distribués	209,8	205,9	3,9	L'augmentation reflète le résultat net de la Société de 3,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2014, jumelé aux gains nets de 0,4 million de dollars résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société comptabilisés au cours du trimestre.

Aux 30 juin 2014 et 31 mars 2014, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	30 juin 2014	31 mars 2014
Ratio du fonds de roulement	2,86 : 1	2,71 : 1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43,5 millions \$	47,3 millions \$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,32 : 1	0,60 : 1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,19 : 1	0,43 : 1

(1): Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Aide gouvernementale

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2014, la Société a comptabilisé en aide gouvernementale un montant de 0,5 million de dollars (0,5 million de dollars lors de la même période du précédent exercice) à titre de réduction du coût des ventes et des frais de vente et d'administration, ainsi qu'un montant de 0,2 million de dollars (0,3 million de dollars lors de la même période du précédent exercice) à titre de réduction des immobilisations corporelles ou de coûts de développement capitalisés et logiciels connexes, présentés dans les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement ainsi que d'autres crédits et subventions.

Engagements, instruments dérivés, postes hors bilan et éventualités

Engagements

Au 30 juin 2014, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 2,1 millions de dollars portant sur des immeubles et des installations. L'essentiel de ces sommes est payable au cours des cinq prochains exercices. Par ailleurs, la valeur totale des engagements de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 40,1 millions de dollars (se référer à la Note 17 des états financiers consolidés intermédiaires résumés), dont un montant de 36,2 millions de dollars (38,5 millions de dollars au 31 mars 2014) est lié au contrat du Boeing B-777.

Au 30 juin 2014, la Société avait émis une lettre de crédit d'un montant de 0,2 million de dollars (aucune au 31 mars 2014). Cette lettre de crédit a été émise afin de satisfaire à certaines exigences en lien avec le plan d'investissement en immobilisations de la Société.

Instruments dérivés, postes hors bilan

Au 30 juin 2014, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 117,9 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0644 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à diverses dates entre le mois de juillet 2014 et le mois de mars 2017, mais principalement au cours du présent exercice et du prochain (se reporter à la Note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 127,4 millions de dollars américains et 120,0 millions de dollars américains, respectivement, au 31 mars 2014 et au 30 juin 2013, assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0628 et 1,0326 respectivement. La diminution des contrats de change à terme, par rapport à la période correspondante du précédent exercice, reflète l'évolution du carnet de commandes fermes libellées en devise américaine.

Au 30 juin 2014, 31 mars 2014 et 30 juin 2013, la Société avait conclu une entente de swap de taux d'intérêt pour un montant nominal total de 10 millions de dollars US. L'entente fixe le TIOL américain à 2,04 % et vient à échéance en décembre 2015.

Au 30 juin 2014 et au 31 mars 2014, la Société avait conclu deux ententes de swap de taux d'intérêt additionnelles pour un montant nominal total de 15 millions de dollars US. Ces ententes de swap de taux d'intérêt fixent le TIOL américain à 1,65 % pour la première tranche de 5 millions de dollars US à compter du mois de mars 2014, et à 2,38 % pour la seconde tranche de 10 millions de dollars US à compter du mois de décembre 2015, dans les deux cas jusqu'à leur échéance en décembre 2018.

Les taux des swaps de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire additionnelle applicable. Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devraient être générés au cours des mêmes périodes où ils devraient avoir une incidence sur le résultat net.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011 et février 2014, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couverture de ses investissements nets dans les établissements à l'étranger. Certaines désignations demeuraient toujours en vigueur au 30 juin 2014.

Éventualités

Le 5 février 2014, Goodrich Corporation, membre du groupe UTC Aerospace Systems («UTAS»), a déposé une demande d'arbitrage à l'encontre de la Société auprès de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale quant à une allégation de violation d'un engagement de non-concurrence prévu dans une entente intervenue entre Goodrich Corporation et Devtek Aerospace Inc. relativement à la fabrication de pistons. La date de l'arbitrage n'a pas encore été établie.

La Société est en désaccord avec la position de Goodrich Corporation et croit agir en conformité avec ses ententes. Par conséquent, aucune provision n'avait été constituée au 30 juin 2014 et au 31 mars 2014. Bien que la Société ne puisse prédire l'issue de ce processus d'arbitrage, elle a l'intention de défendre sa position dans cette affaire et dispose de motifs solides et sérieux pour ce faire dans le cadre du processus d'arbitrage.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Le 1^{er} avril 2014, la Société a adopté de façon rétrospective la norme ci-dessous. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les chiffres comparatifs des périodes antérieures.

IFRIC 21, Droits ou taxes

L'IFRIC 21 précise le moment de la comptabilisation d'un passif au titre d'une sortie de ressources imposée par une autorité publique conformément à la législation, en fonction des activités qui entraînent ce paiement. Les droits ou taxes s'appliquent de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2014. La Société a adopté l'IFRIC 21 le 1^{er} avril 2014 et l'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

L'évaluation et la conclusion de la direction concernant la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière n'incluent pas les contrôles, politiques et procédures de APPH qui a été acquise le 3 février 2014, comme le permet le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières durant les 365 jours suivant une acquisition. Les résultats générés par APPH sont inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Héroux-Devtek au 30 juin 2014, et représentaient environ 33 % du total de l'actif de la Société au 30 juin 2014, et environ 28 % de ses revenus pour le trimestre clos à cette même date.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2014 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek exploite ses activités dans des secteurs de marché comportant plusieurs facteurs de risque et incertitudes. Les risques décrits ci-dessous pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation et ils ne sont pas les seuls auxquels la Société doit faire face. Des risques supplémentaires et des incertitudes qui ne sont pas connus de la Société ou que, à l'heure actuelle, la Société considère comme étant sans importance pourraient également avoir une incidence défavorable sur ses activités.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussion des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises
- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives
- Fluctuation des taux d'intérêt

- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives
- Main-d'œuvre qualifiée
- Obligations au titre des régimes de retraite
- Réussite de l'intégration de APPH (telle que définie ci-après); et
- Risques de litiges (tels que définis ci-après).

Risques associés à l'acquisition de APPH

L'acquisition par la Société d'APPH était importante et la Société pourrait ne pas parvenir à intégrer et à regrouper avec succès les activités, le personnel et la technologie de APPH avec ses activités en place. Si la gestion de l'intégration par la direction n'est pas une réussite, la Société pourrait ne pas concrétiser les occasions de croissance que cette acquisition devrait créer. Même si la Société est en mesure d'intégrer avec succès les activités de APPH, cette intégration ne permettra pas nécessairement de réaliser tous les avantages que l'on prévoit actuellement tirer des occasions de croissance, que ce soit dans le délai prévu ou dans l'absolu. L'intégration avec APPH peut également imposer d'importantes contraintes à la direction. Rien ne garantit que l'acquisition de APPH permettra d'améliorer les résultats d'exploitation.

Risques de litiges

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'anticiper ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers \$, sauf les données par action)	Exercice 2015	Exercice 2014				Exercice 2013 ⁽¹⁾		
	30 juin 2014	31 mars 2014	31 déc. 2013	30 sept. 2013	30 juin 2013	31 mars 2013	31 déc. 2012	30 sept. 2012
Ventes découlant des activités poursuivies	86 408	91 212	61 448	56 402	62 972	73 816	61 742	57 684
BAIIA découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	10 009	7 728	7 170	6 254	7 747	10 031	7 672	6 989
BAIIA ajusté découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	10 360	13 249	8 286	6 518	7 747	10 031	7 672	6 989
Résultat net découlant des activités poursuivies	3 500	1 230	2 608	2 584	2 814	4 599	3 216	2 645
Résultat net ajusté découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	3 756	5 953	3 697	2 794	2 814	4 599	3 216	2 645
Résultat net découlant des activités abandonnées	—	—	—	—	—	3 679	1 289	110 000
Résultat net	3 500	1 230	2 608	2 584	2 814	8 278	4 505	112 645
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base et dilué	0,11	0,04	0,08	0,08	0,09	0,15	0,10	0,09
Bénéfice par action ajusté découlant des activités poursuivies (\$) – de base et dilué ⁽²⁾	0,12	0,19	0,12	0,08	0,09	0,15	0,10	0,09
Bénéfice par action (\$) – de base	0,11	0,04	0,08	0,08	0,09	0,26	0,14	3,68
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,11	0,04	0,08	0,08	0,09	0,26	0,14	3,64
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions de dollars)	31,9	31,7	31,7	31,7	31,7	31,7	31,3	31,0

⁽¹⁾ Les résultats de l'exercice 2013 ont été retraités par suite de l'adoption de la version modifiée de l'IAS 19, *Avantages du personnel*.

⁽²⁾ *Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures non conformes aux IFRS » plus haut.*

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent dans l'ensemble favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA, le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 5,9 % au cours de l'année civile 2014, tandis que le volume de fret aérien devrait croître de 3,1 %¹.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des augmentations des cadences prévues de production de certains programmes d'envergure pour les années civiles 2014 à 2017, bien que la production du B-747 diminuera jusqu'à la fin de l'année civile 2015². Les carnets de commandes des deux avionneurs demeurent bien remplis et représentent environ huit années de production aux cadences actuelles.

Dans le marché des jets d'affaires, les livraisons ont augmenté de près de 12,4 % au cours des six premiers mois de l'année civile 2014 et des signes positifs semblent encore indiquer que les conditions de marché continuent de s'améliorer. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé aux États-Unis et la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre a diminué au cours des douze derniers mois. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de cinq ans possiblement, une période où l'on prévoit l'entrée en service de plusieurs modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage³.

Les conditions dans le marché de l'aérospatiale militaire devraient demeurer difficiles alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le budget demandé par le département de la Défense pour le financement de ses activités de base pour l'exercice financier 2015 est comparable au financement adopté pour l'exercice 2014. Bien que les coupes budgétaires imposées par le Congrès (*Sequestration*) aient été éliminées jusqu'à la fin de l'exercice financier 2015 du gouvernement américain, les demandes de financement en cours au-delà de cet horizon surpassent les limites budgétaires établies, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la Société au cours de ses prochains exercices. Cependant, l'acquisition de APPH réduit l'exposition relative de la Société au marché militaire américain, de sorte que son portefeuille plus diversifié géographiquement dans le secteur militaire et constitué principalement de programmes d'envergure, jumelé à l'équilibre que la Société maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, devrait atténuer ces éventuelles répercussions.

Bien qu'en croissance, l'économie mondiale demeure fragile en raison de l'endettement de nombreux pays et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. Par conséquent, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Le bilan de la Société demeure sain avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 43,5 millions de dollars au 30 juin 2014. Cette somme, combinée aux fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettra à Héroux-Devtek de financer ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 75 millions de dollars pour l'exercice 2015, y compris des investissements initiaux d'environ 58 millions de dollars liés au contrat portant sur la fourniture des trains d'atterrissage du Boeing B-777.

Au 30 juin 2014, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 447 millions de dollars, contre 456 millions de dollars à la clôture du précédent exercice. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

1 Source : Performance économique de l'industrie du transport aérien, publié par l'IATA, le 2 juin 2014.

2 Sources : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 24 février 2014 et 4 avril 2013. Communiqués de presse de Boeing publiés les 20 mars 2014, 24 janvier 2014, 31 octobre 2013 et 18 octobre 2013.

3 Sources : JETNET, FAA, Teal Group.

Pour l'exercice en cours qui prendra fin le 31 mars 2015, Héroux-Devtek profitera de l'apport de APPH pendant un exercice complet, tandis que sur une base comparable, les ventes devraient demeurer relativement stables par rapport à l'exercice 2014. Du fait que les forces motrices de ses principaux marchés ne devraient pas évoluer de manière importante, la Société prévoit que la croissance interne de ses ventes dans le marché de l'aérospatiale commerciale sera contrebalancée par un recul des ventes comparables dans le marché de l'aérospatiale militaire. Sur un horizon à plus long terme, la performance de Héroux-Devtek sera stimulée par la contribution initiale et la croissance subséquente de ses activités européennes, le démarrage du contrat du Boeing B-777, l'accélération de ses programmes de conception de trains d'atterrissage, l'augmentation prévue des cadences de production des grands avionneurs, une reprise soutenue dans le marché des jets d'affaires et des conditions stables dans le secteur militaire au-delà de l'exercice 2015.

Grâce à ces facteurs clés de croissance, la Société croit pouvoir réaliser des ventes d'environ 500 millions de dollars d'ici cinq ans, en supposant qu'aucune autre acquisition ne soit réalisée et que les taux de change entre le dollar canadien, le dollar américain et la livre sterling demeurent stables, et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels la Société est partie.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le comité d'audit et le conseil d'administration le 6 août 2014. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.